

polémiques

+ RÉGIONS



GÉNÉRATION(S)
Pas toujours simples, les relations entre parents et enfants. P. 14 & 15

LE CHOC DES IMAGES
Ces images qui ont fait scandale sont le miroir de notre société. P.13

humeur

PIERRE BOUILLON

MINISTRE DU BUDGET, DES TRAVAUX PUBLICS ET DE SA COMMUNE



Bourgmestre d'Ans depuis 1993, Michel Daerden s'est fait jeter de sa mairie dans les conditions que l'on sait. Il est donc en train de s'installer à quelques kilomètres de là, à Saint-Nicolas, commune dont le mayorat est à prendre. A l'occasion de ce déménagement, *Le Soir* du week-end rencontrait le Liégeois. Celui-ci revient sur sa vie politique, sur lui, sur le PS, sur les Pensions (il est toujours ministre fédéral), ses cuites, ses frasques et sa commune d'Ans. Il évoque ainsi l'époque où, parce que ministre, il a dû délaissier sa chère municipalité.

« J'ai été absent très longtemps de ma commune en raison de mes autres activités politiques. J'ai tout fait pour y apporter des choses : chercher des subsides dans mes différents départements ministériels, sortir des sous. »

Eh bé... On vous le traduit, ça ? Depuis 1994 (depuis l'année où Daerden est devenu ministre), Ans a donc profité d'avantages, de subsides, de sous, qui ne lui auraient pas été délivrés si m'sieur le maire n'avait pas aussi été monsieur le ministre.

C'est atterrant.

Et d'une... banalité affligeante. Le sous-régionalisme rouge tous nos gouvernements. L'illustre encore la polémique qui enflamme actuellement l'exécutif wallon, déchiré sur le lieu qui devra accueillir le Centre dédié aux sportifs de haut niveau. Le ministre liégeois Marcourt défend l'option Liège (qui l'eût cru ?). Le ministre brabançon Antoine défend l'option Louvain-la-Neuve (qui l'eût cru ?). Et ils nous diront, chacun, qu'ils jugent en leur âme et conscience que le scénario qu'ils préconisent est sincèrement le meilleur.

On n'en doute pas une seconde. C'est la vie. Le politique défend son lopin. Il défend son électeur. Ce qui est sa manière à lui de se défendre lui-même. Car le fait est là : Daerden n'a pas seulement cherché à choyer sa commune ; il a surtout veillé à y être/reste populaire. Autant dire : l'argent de la collectivité a ainsi financé ses campagnes électorales. Et c'est du vol.

Les économistes servent-ils encore à quelque chose ?

Le congrès des économistes belges de langue française se tient cette semaine (jeudi 17 novembre) à Namur. Le thème de cette dix-neuvième édition : « La crise économique et financière : quelles conséquences ? » Face à cette crise qui perdure justement et dont personne ne semble en mesure de prédire la fin, nous avons posé à deux d'entre eux une question impertinente en forme de clin d'œil : « Les économistes servent-ils encore à quelque chose ? » L'occasion de repositionner le débat avec deux économistes qui apparaissent peu dans les médias.

Antonio Estache

Professeur d'économie publique et de régulation à l'ULB



© D.R.

« Des prévisions très précises ? Ce n'est pas réaliste »

Les économistes servent-ils encore à quelque chose ?

Oui, bien sûr, par exemple, nombreux sont ceux qui « cuisinent » très bien... Plus sérieusement, la bonne question est de savoir s'ils servent ce à quoi les gens s'attendent à ce qu'ils servent ou s'ils servent à d'autres choses pour lesquelles ils ne reçoivent pas de crédit. Trop souvent, les économistes sont vus comme des prévisionnistes alors qu'en réalité une grande majorité ne fait pas de prévisions mais des analyses de politiques économiques très solides. Il y a des domaines où leur analyse est très pointue et particulièrement utile à l'évaluation a priori et a posteriori de l'impact de ces politiques. Et il y en a d'autres où l'analyse est moins puissante, moins facile, simplement parce qu'il y a moins d'informations disponibles. Bref, même si leur capacité d'analyse n'est pas universelle, elle est utile dans plein de domaines essentiels comme la politique de la santé, l'éducation, la fiscalité, le commerce international ou le changement climatique.

Vu la crise financière actuelle, le problème est-il surtout politique ?

Non, pas nécessairement, en tout cas pas exclusivement. Il y a parfois de grosses euphories collectives – comme celles qui expliquent les bulles – qui font que des économistes très lucides, comme Shiller ou Roubini avant la récente crise, sont peu écoutés par les faiseurs d'opinion. Cela dit, c'est effectivement aux politiciens, qui sont eux élus, de décider ce qu'ils vont faire en tenant compte du contexte. Et ce contexte peut être porteur du conseil des économistes ou non. Sans cela, on ferait des gouvernements de technocrates et on n'aurait pas besoin de politiciens.

Un exemple ?

Le changement climatique. Il y a beaucoup de doutes scientifiques et dans ce contexte, une majorité d'économistes recommande d'appliquer le principe de précaution. Ce principe implique qu'au cas où le scénario le plus dur se produirait, on a intérêt à prendre des mesures maintenant comme la hausse du prix de l'énergie pour en réduire la consommation. Pas facile politiquement dans un contexte de crise et c'est au politique de choisir le moment adéquat de faire ce qui est nécessaire. Cela dit, les économistes auront montré le coût social de retarder la bonne décision.

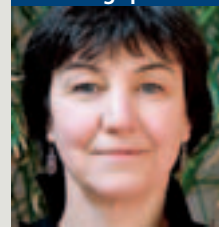
Sur la mobilité, par exemple, que pensez-vous de la voiture électrique ?

Il faut aller plus loin. Les économistes sont en train d'étudier des visions totalement différentes de la gestion du transport. Une des visions possibles, c'est que d'ici quinze, vingt ans, nous n'achèterons plus de voitures mais du service de transport individuel. Les constructeurs ne vous vendront plus une voiture, mais un service d'accès à une gamme de véhicules en fonction de vos ressources et de vos besoins. En semaine, pour conduire les enfants à l'école, vous roulez en petite voiture électrique urbaine. Vous aurez accès à une camionnette pour un déménagement. Et si vous partez en vacances en montagne, vous roulez en 4x4. Cette conception permet d'ajuster plus rapidement le stock de véhicules et de réduire les émissions grâce à un usage optimal. L'évaluation des coûts et des bénéfices de ces visions est une des choses permises par l'utilisation de la boîte à outils des économistes. ■

Propos recueillis par PHILIPPE DE BOECK

Isabelle Cassiers

Professeur d'économie à l'UCL, chercheur FNRS, membre de l'Académie royale de Belgique



© D.R.

« Ils légitiment ou remettent en cause le système »

Les économistes servent-ils encore à quelque chose ?

Comme dans toutes les professions, il y a toutes sortes d'économistes : des théoriciens et des praticiens, des « bons soldats » et des rebelles, des hommes ou femmes dont la pensée et les actes aliènent ou émancipent. Depuis qu'ils existent, les économistes, comme chacun, « servent » à quelque chose : certains servent à légitimer ou à faire les comptes du système dominant, d'autres servent à le remettre en question.

Les économistes sont-ils encore écoutés, par les politiques, notamment ?

N'est-ce pas aux politiques de répondre ? Il me semble qu'une forme de pensée, qui se donne les atours de la rationalité économique, a envahi les médias et le discours politique. Est-ce le signe que les politiques écoutent les économistes ou que les économistes légitiment les politiques ? Prenons garde au fait qu'une majorité de la population ne se reconnaît plus dans le discours dominant, tant politique qu'économique. Cette mise à distance est dangereuse, nourrit les extrémismes et sape les bases de la démocratie.

Face à la crise actuelle, peut-on considérer que les réponses à apporter sont essentiellement d'ordre politique ?

L'économie est toujours politique. Taire ce fait est en soi un acte politique, une tentative de rendre légitime un rapport de pouvoir existant. L'idée qu'une réponse économique puisse s'imposer en amont de tout choix politique doit être remise à sa place : celle d'une idéologie. Que les gouvernements doivent se mettre à genoux devant les agences de notation est un fait politique. On peut le caution-

ner ou le contrer. La crise dite économique appelle évidemment une réponse politique, au sens d'une décision collective quant aux finalités à poursuivre et à la manière de les faire respecter.

Un exemple de réponse politique à un problème économique ?

L'histoire en abonde ! Certains exemples nous donnent espoir et d'autres nous font frissonner. La prospérité exceptionnelle de l'après-guerre s'est construite sur une coopération internationale et sur des pactes sociaux. A l'opposé, le nazisme était aussi une réponse politique à un problème économique : celui de l'écrasement de l'Allemagne sous le poids des réparations de la Première Guerre mondiale. Plus proche de nous, la décision, dans les années 1990, de libéraliser les marchés financiers et d'autoriser les banques de dépôt à faire des placements hautement risqués était une décision politique, dont on perçoit aujourd'hui les excès.

Comment renouer avec une certaine prospérité ?

La première condition est d'ouvrir nos esprits au radicalement neuf. Les économistes peuvent y contribuer s'ils acceptent le dialogue avec d'autres disciplines, s'ils prennent la mesure des changements de civilisation en cours. La prospérité à venir, est-ce la poursuite éperdue de l'accumulation de richesses inégalement réparties ou la réponse aux aspirations profondes de l'être ? (1) ■

Propos recueillis par Ph. Db.

(1) Cassiers et alii, *Redéfinir la prospérité. Jalons pour un débat public*, Ed. de l'Aube, 2011. Conférence au Collège Belgique les 16 et 17 novembre.



© EVERETT KENNEDY/BROWN/GEA

le buzz du monde

Une jeune Égyptienne se dénude pour « exprimer sa liberté »

Acte de courage ou exhibitionnisme provocateur ? Le débat sur le web est animé depuis qu'une jeune Égyptienne répondant au nom d'Aliaa Magda Elmahdy a publié des photos d'elle nue sur son blog personnel. Les réactions sur les réseaux so-

ciaux ne se sont pas fait attendre. Certains y louant le courage de la jeune fille, d'autres dénonçant son action. Ce qui est certain, c'est qu'en Égypte, son acte a une autre portée qu'en Europe.

Aliaa Elmahdy se présente comme « une Égyptienne séculaire, libérale, féministe, végétarienne et individualiste ». Elle

explique sur Facebook qu'elle donne ainsi « écho aux cris contre une société de violence, de racisme, de sexisme, de harcèlement sexuel et d'hypocrisie ». Le blog de la jeune fille ne compte pour l'instant qu'un article où sont également publiées plusieurs photos d'autres personnes dénudées. Ce dimanche, 30.000 internau-

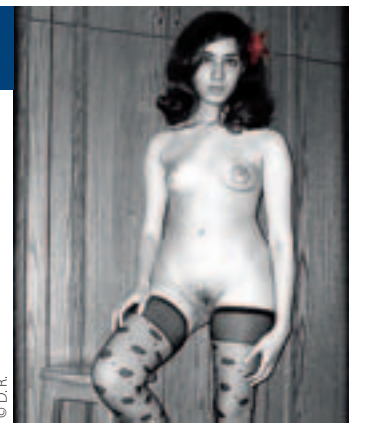
tes avaient visité le site web. A l'heure d'écrire ces lignes, ils étaient 140.000.

Aliaa Elmahdy n'était pas immédiatement disponible pour une interview. Sur Twitter cependant, elle affirme avoir pris ces photos « à la maison de ses parents » et être « athée depuis qu'elle a 16 ans ». « Mon nom est Aliaa Elmahdy.

Je publie sous mon vrai nom », dit-elle également.

Les photos d'Aliaa (1) ont suscité beaucoup de réactions, en Égypte et ailleurs. Sur Twitter, il est possible de suivre le débat grâce à l'hashtag #NudePhotoRevolutionary, en anglais et en arabe principalement. D. S.

(1) <http://arebelsdiary.blogspot.com>



© D.R.